



Déclaration de Nejib SELLAMI, SGES UGTT Tunisie

Marseille, le 3 avril 2014

En mon nom personnel et au nom des camarades du bureau exécutif de mon syndicat, je vous remercie pour cette invitation et pour votre accueil très chaleureux.

Je présente la structure syndicale que je représente : il s'agit du syndicat général de l'enseignement secondaire (représente les enseignants au collège et lycée), c'est l'un des grands piliers de l'Union Générale de Travail Tunisienne (UGTT).

Ce syndicat regroupe le plus grand nombre d'adhérents sur le plan des activités de notre syndicat. On a réussi, après des luttes, à :

- résoudre des problèmes des professeurs renvoyés par l'ex-régime ;
- l'instauration d'une procédure démocratique qui consiste à nommer les chefs d'établissement selon des critères objectifs ;
- La diminution de l'horaire par semaine pour les enseignants : à partir de l'année prochaine, tout enseignant ayant 25 ans de service aura 15 H/semaine au lieu de 18 H ; celui ayant 20 ans de service aura 16H au lieu de 18.

L'intérêt manifeste de notre syndicat se révèle celui de la réforme de l'enseignement, de la protection de l'école publique, la lutte contre la privatisation, l'amélioration des conditions matérielles des enseignants.

Notre syndicat vous invite à collaborer ensemble sur ce sujet.

De part de son militantisme, notre syndicat a participé avec fierté à pousser les revendications de notre révolution (17.12.2010-14.01.2011).

Les syndicalistes de l'UGTT ont constitué une force réelle de notre révolution.

La révolution de la liberté et la dignité s'est acheminée vers un processus de démocratisation de la vie politique, des élections ont eu lieu le 23 octobre 2011 pour la première fois en-dehors du ministère de l'Intérieur, des élections gagnées par le parti islamiste et ses alliés, mais les résultats ne reflétaient pas réellement les attentes de ceux qui ont participé de près à la révolution.

Après ces élections, le chaud et le froid soufflent sur la Tunisie, nous avons connu beaucoup de chocs, des illusions, du terroriste salafiste, des assassinats politiques : les deux camarades Chokri Bel Aid (assassiné le 06.02.2014) et Med Brahi (assassiné le 25.07.2014), d'autres assassinats des soldats et des policiers ...

Des immenses mobilisations les ont suivi : manifestations populaires et sit-in devant l'assemblée constitutionnelle durant tout le mois d'août.



Dernièrement au mois de janvier, il y a eu une rébellion contre des mesures imposées par la loi de finances et du budget très impopulaires.

En parallèle, l'UGTT avec la Ligue des Droits de l'Homme, l'Ordre des avocats et l'Organisation patronale ont mené un dialogue national entre les partis politiques, l'UGTT a réussi à imposer une feuille de route.

Tout cela a conduit à la démission du gouvernement islamiste et le remplacer par un autre dit indépendant.

Nous avons une constitution (24.01.2014) qui constitue une base de travail pour les forces progressistes.

C'est une constitution qui consacre les droits de la femme, le code du statut personnel, la liberté de conscience.

Elle aborde la question de la marginalisation des zones intérieures du pays.

Elle va enlever aux partis islamistes des arguments sur le takfir (accusation d'apostasie).

Elle est un frein pour ceux qui veulent contourner l'aspect démocratique, civile de notre Tunisie.

Nous avons un nouveau gouvernement qui doit appliquer la feuille de route du quartet dont l'UGTT.

Ce gouvernement doit procéder à la dissolution des milices d'ENNAHDA :

- une loi complémentaire de finance
- assurer la neutralité des mosquées
- réviser les nominations des postes clés de l'État ...

Ce gouvernement est suivi par les partenaires sociaux et par des partis patriotes qui doivent tout faire pour que la feuille de route soit appliquée.

On signale qu'il y a eu dernièrement remplacement de 18 gouverneurs sur 24.

La question sécuritaire s'améliore : les forces spéciales de l'ordre ont pu arrêter des dirigeants terroristes, tuées d'autres, et ont démonté des réseaux de terrorisme.

Mais le peuple tunisien continue à vivre sous la pression de la crise économique (on garde toujours la même politique économique de l'ex-régime), du chômage, du terrorisme, la question du développement régional, l'augmentation des dettes ...

Mais en dépit de ces difficultés, l'UGTT et toutes les forces progressistes s'attachent à la défense du projet de la société moderne, de l'État civil et démocratique.

Dans cet ordre d'idées, il y a union dans une même structure politique des partis ayant des références proches.

Une tendance sérieuse à avoir un bloc d'élus de toutes les forces progressistes unies dans les prochaines élections qui auront lieu avant la fin de cette année. Un bloc qui pèse dans l'Assemblée Nationale.

Sur cette note optimiste qui tourne vers un avenir que nous voulons radieux, nous nous voulons qu'affirmer notre attachement aux revendications de la révolution qui sont la liberté, l'emploi et la dignité mais nous sommes conscients que votre soutien nous est indispensable.

Les forces progressistes en Tunisie mobilisent toutes leurs forces pour réaliser le projet de la Tunisie libre, moderne et démocratique.

Nous lutterons pour le démantèlement de la dictature et nous gagnerons la bataille.

Chers camarades, je vous renouvelle mes remerciements et je souhaite la réussite à votre congrès.

Vive le syndicalisme de lutte et de transformation sociale progressiste !

Sellami NEJIB – SGES TUNISIE – mail : sellainejib@yahoo.fr